

## NOTE METHODOLOGIQUE SUR LA GOUVERNANCE ECONOMIQUE

Durant les années 60 et 70 les stratégies de développement économique accordaient une grande place aux facteurs externes (disponibilité de l'aide internationale, transferts de technologie) supposés jouer un rôle déterminant dans la réussite des programmes de développement.

Aujourd'hui, en dépit du contexte de mondialisation et du degré d'intégration poussé des économies la plupart des observateurs s'accordent à reconnaître l'importance cruciale des facteurs internes (comportement des acteurs, efficacité des institutions, qualité des politiques, libertés individuelles, renforcement de l'Etat de droit) dans la réalisation de progrès économiques et sociaux durables. Cette prise de conscience se manifeste par les revendications de bonne gouvernance exprimées par les populations et qui trouvent un écho favorable auprès des partenaires au développement.

Dans le cas du Sénégal la situation macroéconomique s'est considérablement améliorée depuis la dévaluation du franc CFA. Pour consolider les acquis des réformes entreprises il importe de s'interroger sur les voies et moyens de la mise en oeuvre d'une bonne gouvernance économique.

Cette étude se propose d'analyser les politiques et programmes économiques qui ont été appliqués depuis une dizaine d'années afin d'apprécier la mesure dans laquelle elles ont permis d'améliorer l'allocation des ressources et de promouvoir une croissance économique de qualité (augmentation du rythme de la croissance, meilleure répartition des fruits de la croissance, amélioration des indicateurs sociaux).

L'analyse comportera ainsi un volet macroéconomique et un volet sectoriel. Dans le premier volet les politiques macroéconomiques (politique monétaire et budgétaire) seront passées en revue afin d'apprécier leur pertinence en termes d'efficacité (promotion de la croissance économique, réalisation des équilibres interne et externe) et d'équité (amélioration des conditions de vie des populations).

Le second volet de l'étude traitera des secteurs d'activité suivants : appareil productif (agriculture et industrie en particulier), secteur bancaire, secteur public et parapublic, secteur social. Ces différents secteurs ont connu plusieurs réformes depuis le milieu des années 80, cependant celles-ci n'ont pas répondu aux attentes. L'étude tentera de mettre en évidence les contraintes qui pèsent sur le développement de ces secteurs et de dégager des recommandations politiques susceptibles de desserrer les contraintes identifiées.

De manière générale cette étude accordera une grande place au traitement des données statistiques. L'analyse développée s'appuiera sur une batterie d'indicateurs économiques (compétitivité, performances macroéconomiques et sectorielles), financiers (développement financier, performances du secteur financier et des finances publiques), sociaux (indicateurs de développement humain au niveau national et régional).

En particulier nous procéderons à une évaluation de la fuite des capitaux qui peut être considérée comme un indicateur de la qualité de l'environnement macroéconomique et de la bonne gouvernance.

L'étude tentera de dégager des recommandations permettant de concilier deux cercles vertueux : l'accélération de la croissance et la réduction des inégalités.

Birahim Bouna NIANG